



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité Départementale du Val-d'Oise**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté IC-26-007 de mise en demeure

Société STORENGY

à SAINT-CLAIR-SUR-EPTE

**Le Préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code minier, notamment son livre II relatif au régime légal des stockages souterrains ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-8 et R. 181-46 ;

Vu le décret du 4 octobre 1984 autorisant la société GAZ DE FRANCE (GDF) à exploiter un stockage souterrain de gaz combustible dans la région de SAINT-CLAIR-SUR-EPTE ;

Vu le décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 modifié relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains, notamment son article 31 ;

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu le décret du Président de la République du 6 mars 2025 nommant Mme Hélène GIRARDOT, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu les arrêtés préfectoraux des 28 mai 1979, 23 août 1982 et 30 août 1993 autorisant la société GAZ DE FRANCE à exploiter les installations de surface liées au stockage souterrain de gaz naturel de SAINT-CLAIR-SUR-EPTE - Le Helloy - Le Bois d'Arnet ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n° A 10 338 du 28 mai 2010 imposant des prescriptions techniques complémentaires à la société STORENGY - pour le stockage souterrain de gaz naturel exploité à SAINT-CLAIR-SUR-EPTE ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n° 12 502 du 7 juillet 2015 imposant des prescriptions techniques complémentaires à la société STORENGY suite à la mise en exploitation réduite du stockage souterrain de gaz naturel de SAINT-CLAIR-SUR-EPTE ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n° IC-24-146 actualisant le classement des installations et modifiant certaines prescriptions techniques des arrêtés inter-préfectoraux n° A 10 338 du 28 mai 2010 et n° 12 502 du 7 juillet 2015 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 25-043 du 16 juin 2025 modifiant l'arrêté préfectoral n° 25-011 du 28 mars 2025 donnant délégation de signature à Mme Hélène GIRARDOT, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et sous-préfète de l'arrondissement de Pontoise ;

Vu le rapport du 16 décembre 2025 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Île-de-France établi suite à la visite d'inspection réalisée le 24 novembre 2025 sur le site exploité par la société STORENGY ;

Vu le courrier du 16 décembre 2025 adressé à la société STORENGY par l'inspection des installations classées lui transmettant le rapport du 16 décembre 2025 susvisé, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement et lui accordant un délai de quinze jours pour faire part de ses observations ;

Vu les observations transmises par la société STORENGY par courriel du 30 décembre 2025 ;

Considérant que les observations transmises par la société STORENGY permettent de lever la non-conformité n° 6 relevée lors de l'inspection du 24 novembre 2025 en précisant que les « encoffrements (ou matelas) souples » ne correspondent pas à une mesure de maîtrise des risques (MMR) sur le site ; qu'en effet, après vérification, l'exploitant confirme ne pas disposer d'encoffrements souples au titre des MMR ; qu'en conséquence, l'exploitant transmet la liste des MMR mise à jour (SSC-LST-0031 – indice F) afin de supprimer cette mention ;

Considérant que la visite d'inspection du 24 novembre 2025 a permis de constater que les ressources en eau du site ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 7.5.3 de l'arrêté inter-préfectoral n° A 10 338 du 28 mai 2010 susvisé et notamment que :

- l'exploitant ne dispose pas sur le site de la station centrale d'un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel : la pomperie est hors service, les poteaux sont dans l'incapacité de fournir de l'eau en raison d'une fuite sur une tuyauterie incendie enterrée ;

- l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un contrôle réglementaire pour s'assurer du bon fonctionnement des prises d'eau de la cuve enterrée de 120 m³ ;

- l'exploitant ne dispose d'aucune équipe d'intervention spécialement formée au maniement des moyens d'intervention prévus par l'article 7.5.3 de l'arrêté inter-préfectoral n° A 10 338 du 28 mai 2010 susvisé, la politique incendie du site ayant été modifiée.

Considérant que la visite d'inspection du 24 novembre 2025 a permis de constater qu'aucun porter à connaissance s'agissant de l'évolution de la stratégie de défense incendie n'a été transmis à l'Inspection ;

Considérant que les manquements précités constituent des non-conformités à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ; que ces non-conformités sont de nature à présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en conséquence, afin de préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il convient de faire application de l'article L. 171-8 en mettant en demeure la société STORENGY de se mettre en conformité sur ces sujets ;

Considérant que les non-conformités relevées concernent la station centrale située sur le territoire du département du Val-d'Oise ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la société STORENGY implantée sur le territoire de la commune de SAINT-CLAIR-SUR-EPTE, Le Helloy – Le Bois d'Arnet, est mise en demeure, **dans un délai de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, de disposer d'un réseau fixe d'eau incendie sur la station centrale, adapté aux enjeux du site, conformément aux dispositions de l'article 7.5.3 de l'arrêté inter-préfectoral n° A 10 338 du 28 mai 2010 susvisé.

A défaut de remise en conformité du réseau fixe incendie tel que prévu par l'article 7.5.3 de l'arrêté inter-préfectoral n° A 10 338 du 28 mai 2010 susvisé, la société STORENGY transmet dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté, un porter-à-connaissance sollicitant la modification des prescriptions relatives à la défense extérieure contre l'incendie pour une exploitation du site en activité réduite.

Article 2 : La société STORENGY est mise en demeure, **dans un délai de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, de présenter un rapport de contrôle assurant le bon fonctionnement des prises d'eau de la cuve enterrée de 120 m³ conformément aux dispositions de l'article 7.5.3 de l'arrêté inter-préfectoral n° A 10 338 du 28 mai 2010 susvisé.

Article 3 : La société STORENGY est mise en demeure, **dans un délai de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, de présenter un porter à connaissance demandant la modification des prescriptions relatives à sa stratégie de défense incendie du site prévues à l'article 7.5.3 de l'arrêté inter-préfectoral n° A10 338 du 28 mai 2010 susvisé concernant, notamment, les réserves d'émulseurs, les lances à incendie, la queue de paon et l'équipe d'intervention formée au maniement des moyens d'intervention.

Article 4 : En cas de non-respect d'une des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 5 : Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de CERGY-PONTOISE – 2/4, boulevard de l'Hautil – B.P. 30322 – 95 027 CERGY-PONTOISE Cedex par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte lui a été notifié.

Le tribunal administratif de CERGY-PONTOISE peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Article 7 : La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire de SAINT-CLAIR-SUR-EPTE sont chargés, chacun en qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le 27 JAN. 2026

Le préfet,

Pour le Préfet
La secrétaire générale
Hélène GIRARDOT